

## I- Les relations extérieures du Canada

Manon Tessier

Volume 27, numéro 1, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703563ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703563ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1996). I- Les relations extérieures du Canada. *Études internationales*, 27(1), 143–162. <https://doi.org/10.7202/703563ar>

# Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec

Manon TESSIER\*

## I – Les relations extérieures du Canada

(octobre à décembre 1995)

### A — Aperçu général

Le développement de débouchés commerciaux figurait encore en tête de liste des objectifs de politique étrangère du gouvernement de M. Chrétien, et ce trimestre, l'Europe en devenait la cible privilégiée. Une volonté de collaboration particulière émergeait de part et d'autre de l'Atlantique permettant la résolution de litiges commerciaux restés longtemps en suspens et la promotion du commerce transatlantique. Les relations avec l'Asie ne furent pas pour autant négligées et plusieurs ministres voyagèrent dans cette région que ce soit dans le cadre du Sommet de l'APEC, lors de missions commerciales ou pour des visites officielles. Enfin, sur la scène internationale, on assista à une évolution majeure dans le conflit en ex-Yougoslavie avec la création de l'IFOR, une force d'intervention militaire internationale sous commandement de l'OTAN. Le Canada opta, après avoir étudié plusieurs scénarios, pour une participation limitée à 1000 soldats, et participera activement à d'autres aspects des Accords de Dayton dont l'organisation d'élections démocratiques et la reconstruction économique.

### B — Les politiques de défense

#### 1 – L'OTAN

Réunis à Bruxelles, les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des 16 États membres de l'OTAN débattaient, les 5 et 6 décembre, des trois questions importantes pour l'avenir de cette organisation : la nomination d'un nouveau Secrétaire général, le déploiement d'une force multinationale en Bosnie et l'admission de pays de l'ex-bloc communiste<sup>1</sup>. Pour occuper le poste

---

\* *Chargée de recherche à l'Institut québécois des hautes études internationales, Québec.*

1. *Le Devoir*, 5 décembre 1995, p. A8 et 6 décembre 1995, p. A5.

*Revue Études internationales*, volume xxvii, n° 1, mars 1996

laissé vacant par la démission, le 20 octobre, de M. Willy Claes, les membres de l'OTAN choisirent le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Javier Solana. Ce candidat a été retenu après plusieurs semaines d'âpres discussions entre Américains et Européens qui soutenaient des postulants différents. À l'égard du processus d'élargissement à l'Est, les ministres de l'Alliance atlantique décidèrent de poursuivre durant toute l'année 1996 les négociations à ce sujet. Pendant cette période, les candidats à l'adhésion seront appelés à participer à un dialogue individuel avec l'Alliance et à identifier la nature précise de leur apport à l'OTAN. Commentant l'impatience des pays en attente, le ministre canadien des Affaires étrangères a souligné qu'aucun candidat ne devait être déçu par la décision de l'OTAN de ne pas procéder immédiatement à un élargissement ; le processus, a-t-il rappelé, est bien engagé et il sera mené à terme. Les ministres de l'OTAN donnèrent aussi le feu vert au déploiement d'une force multinationale en Bosnie et approuvèrent les principaux détails de cette opération baptisée «Effort concerté». Le Canada fera connaître l'ampleur de sa participation quelques jours plus tard (voir section H-5).

## 2 – Le contrôle des armements et le désarmement

Après trois semaines de discussion, les 44 pays — dont le Canada — participant à la Conférence sur la révision de la Convention des Nations Unies sur l'interdiction de certaines armes classiques ne réussirent pas à adopter, avant la clôture de la Conférence, le 12 octobre, une position commune sur les mines antipersonnelles<sup>2</sup>. Le renforcement du Protocole II de la Convention de 1980 sur l'emploi des mines terrestres a ainsi été reporté à une date ultérieure. Toutefois, la Conférence a permis d'adopter le projet de créer un nouveau protocole à la Convention, le Protocole IV, qui portera sur les armes aveuglantes et l'emploi de techniques lasers sur les champs de bataille. Interrogé au sujet de l'interdiction des mines antipersonnelles quelques semaines après la Conférence, le ministre des Affaires étrangères a déclaré que le gouvernement canadien ne prévoyait pas, à court terme, détruire ses réserves de mines puisque celles-ci peuvent encore être utilisées à des fins de formation militaire<sup>3</sup>.

Par ailleurs, une commission internationale pour le désarmement en Irlande du Nord a été créée, ce trimestre, par les gouvernements britannique et irlandais. Cette commission, chargée de proposer une méthode appropriée pour superviser la remise des armes possédées par des groupes paramilitaires, est composée de trois membres, dont le général canadien John de Chastelain<sup>4</sup>. Celui-ci quitta ses fonctions de chef d'état-major de la Défense en décembre pour assumer ce nouveau poste. Il fut remplacé par le lieutenant-général Jean Boyle qui a été promu au grade de général et nommé chef d'état-major de la Défense, le 19 décembre<sup>5</sup>.

2. *Le Devoir*, 13 octobre 1995, p. A7 ; *The Globe and Mail*, 14 octobre 1995, p. A7.

3. *La Presse*, 12 décembre 1995, p. A16 ; *The Globe and Mail*, 12 décembre 1995, p. A4.

4. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 30 novembre 1995 ; *Le Devoir*, 1<sup>er</sup> décembre 1995, p. A7.

5. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 19 décembre 1995 ; *The Globe and Mail*, 26 décembre 1995, pp. A1-A4 ; *Le Devoir*, 20 décembre 1995, p. A6.

### 3 – Autres questions

Le ministère de la Défense signera d'ici à la fin de l'année 1996 le contrat de remplacement de la flotte des hélicoptères Labrador CH133<sup>6</sup>. Le gouvernement prévoit dépenser \$600 millions pour l'acquisition ou la location d'une quinzaine d'hélicoptères dont la livraison débiterait en 1998. Signalons que l'appel d'offre du gouvernement ne contient aucune exigence particulière quant au contenu canadien, une mesure qui provoque l'inquiétude de l'industrie canadienne de défense.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral a annoncé en novembre qu'une entente de principe avait été conclue avec le consortium européen Agusta-Westland sur les compensations consécutives à l'annulation du contrat des hélicoptères EH-101 en 1993<sup>7</sup>. Cette entente, dont les montants ne sont pas encore connus, clôt le dossier des compensations à verser aux compagnies impliquées dans ce dossier. Les observateurs évaluent entre \$457 et \$639 millions les coûts relatifs à l'annulation de ce contrat de \$5,8 milliards.

## C — Les politiques économiques et commerciales

### 1 – L'accession du Chili à l'ALENA

En raison de la querelle prévalant entre l'Administration et le Congrès américain au sujet du pouvoir de négocier «en procédure accélérée», les négociations entourant l'accession du Chili à l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) piétinaient, ce trimestre, rendant improbable l'entrée du Chili dans l'ALENA, le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Le gouvernement canadien, désireux d'entamer sans plus tarder des relations commerciales sans entraves avec le Chili, annonça le 29 décembre qu'il s'était entendu avec ce pays pour débiter, à la mi-janvier, la négociation d'un accord bilatéral provisoire<sup>8</sup>. Les deux négociations se dérouleront parallèlement et l'accord canado-chilien sera incorporé au projet définitif instituant l'accession à part entière du Chili à l'ALENA.

### 2 – Le libre-échange transatlantique

Le thème du renforcement des relations transatlantiques grâce à la libéralisation des échanges était au cœur du séjour en Europe du ministre canadien du Commerce international. Le ministre se rendait en Allemagne, en

---

6. Ministère de la Défense nationale, *Communiqué no NR-95.038*, 8 novembre 1995 ; *Le Devoir*, 9 novembre 1995, p. A4 et 20 novembre 1995, p. A2 ; *The Globe and Mail*, 9 novembre 1995, p. A4.

7. *La Presse*, 10 novembre 1995, p. B1 et *The Globe and Mail*, 10 novembre 1995, p. A9B.

8. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 240*, 29 décembre 1995 ; *Le Devoir*, 30-31 décembre 1995, p. B1 ; *The Globe and Mail*, 13 octobre 1995, p. B5.

Grande-Bretagne, en Suède et en Espagne, du 15 au 25 octobre<sup>9</sup>. Le fait marquant de cette visite fut l'annonce de la création d'un groupe de travail conjoint Canada-Allemagne dont le mandat sera le développement d'un plan d'action visant à élargir les relations transatlantiques, notamment dans le secteur commercial<sup>10</sup>.

D'ailleurs, durant l'ensemble du trimestre, les dirigeants canadiens ont travaillé à redéfinir de nouvelles relations avec l'Union européenne et Ottawa espère signer, au cours des six premiers mois de 1996, un nouvel accord transatlantique. La déclaration de 1990, actuellement en vigueur, portant principalement sur l'aspect commercial des relations Canada-UE, le gouvernement canadien souhaite renforcer cet aspect et élargir la collaboration existante aux questions de sécurité, d'immigration et de justice<sup>11</sup>. Les discussions sur ces thèmes sont bien engagées tandis que celles portant sur le délicat dossier d'un accord de libre-échange transatlantique accusent un certain retard en raison de la réticence de pays européens.

Ce trimestre, le Canada a également suivi de près les négociations entre les États-Unis et l'Union européenne qui ont mené à la signature, le 3 décembre, d'un nouveau programme transatlantique entre ces pays. S'il n'a pu participer activement à ces négociations bilatérales<sup>12</sup>, le Canada s'est tout de même vu offrir la possibilité de s'associer à cette entente<sup>13</sup>.

## D — Les politiques d'immigration

M. Sergio Marchi, le ministre de l'Immigration, a déposé en novembre le plan d'immigration pour 1996. Au cours de l'année 1995, le Canada a accueilli près de 200 000 nouveaux immigrants et réfugiés et prévoit accepter, en 1996, entre 171 000 et 187 700 immigrants et de 24 000 à 32 300 réfugiés<sup>14</sup>. Afin d'attirer un nombre croissant d'immigrants indépendants capables de contribuer rapidement à la vie économique, le ministre annonça, plus tard au cours du trimestre, de nouvelles modifications à son programme de sélection des travailleurs qualifiés<sup>15</sup> ainsi que de nouvelles

9. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 188*, 10 octobre 1995 et *Déclaration no 95/62*, 23 octobre 1995.

10. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 193*, 17 octobre 1995; *Le Devoir*, 18 octobre 1995, p. B4.

11. *Le Devoir*, 21 décembre 1995, pp. A1-A8, 19 décembre 1995, p. A4 et 30 octobre 1995, p. B3.

12. *The Globe and Mail*, 6 octobre 1995, p. A9, 21 octobre 1995, pp. B1-B2 et 30 novembre 1995, p. B8.

13. *Le Devoir*, 4 décembre 1995, p. A2.

14. Citoyenneté et Immigration Canada, *Une vision élargie : plan en matière d'immigration*, 1995, 26p.; Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 95-19*, 1<sup>er</sup> novembre 1995; *The Globe and Mail*, 2 novembre 1995, p. A6; *Le Devoir*, 2 novembre 1995, p. A8.

15. Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué no 95-20*, 17 novembre 1995; *Le Devoir*, 18-19 novembre 1995, p. A12; *The Globe and Mail*, 18 novembre 1995, pp. A1-A12.

mesures pour consolider le parrainage de parents<sup>16</sup>, ce qui réduira les coûts entraînés par les ruptures d'engagement de parrainage.

## E — Les politiques d'aide au développement

L'ACDI annonçait plusieurs projets ce trimestre<sup>17</sup>. Parmi ceux-ci, notons un financement de \$5 millions, au Fonds de développement de la démocratie, pour le développement démocratique au Guatemala, le versement de \$800 000 au gouvernement tchèque pour la dépollution de l'environnement et une contribution de \$800 000 pour le développement de l'industrie laitière en Slovaquie.

## F — Organisations et réunions internationales

### 1 — L'ONU

Les cérémonies historiques marquant le 50<sup>e</sup> anniversaire des Nations Unies réunissaient à New York, le 22 octobre, l'ensemble des dirigeants des pays membres de l'Organisation. Le premier ministre Chrétien représentait le Canada à la réunion commémorative spéciale de l'Assemblée générale au cours de laquelle il a réaffirmé le soutien traditionnel de son pays à l'ONU<sup>18</sup>. M. Chrétien a aussi profité de son passage à New York pour tenir des rencontres bilatérales avec le Premier ministre israélien, le Président chilien et le Premier ministre suédois. Au Canada, le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU a été marqué, dans les semaines suivantes, par une rencontre de l'Association canadienne pour les Nations Unies qui recevait comme conférencier invité le Secrétaire général de l'ONU alors en visite officielle au Canada<sup>19</sup>.

### 2 — Le Sommet du Commonwealth

Le Sommet du Commonwealth tenu du 10 au 13 novembre à Auckland, en Nouvelle-Zélande, et auquel participait le premier ministre Chrétien, a été dominé par l'annonce de l'exécution de neuf défenseurs des droits des minorités par le régime militaire nigérian. À l'instar des autres chefs d'État, M. Chrétien a vivement condamné ce geste et les pays du Commonwealth ont décidé d'imposer au Nigéria une suspension de deux ans au terme de laquelle, sous peine d'exclusion, le pays devra avoir adopté un comportement démocratique et respectueux des droits de la personne. Les pays membres du

16. Citoyenneté et Immigration, *Communiqué no 95-23*, 14 décembre 1995; *The Globe and Mail*, 15 décembre 1995, p. A5; *Le Devoir*, 15 décembre 1995, p. A6.

17. ACDI, *Communiqué no 95-27*, 2 octobre 1995, *Communiqué no 95-28*, 4 octobre 1995, *Communiqué no 95-30*, 13 octobre 1995, *Communiqué no 95-29*, 13 octobre 1995, *Communiqué no 95-33*, 20 décembre 1995, *Communiqué no 95-34*, 20 décembre 1995.

18. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 22 octobre 1995; *The Globe and Mail*, 23 octobre 1995, p. A6 et 24 octobre 1995, p. A8.

19. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 16 novembre 1995.

Commonwealth ont également institué, à l'initiative canadienne, un groupe ministériel d'action chargé d'accroître l'efficacité de l'organisation dans la promotion de la démocratie<sup>20</sup>. La première réunion de ce groupe auquel participe le Canada avait lieu le mois suivant à Londres<sup>21</sup>. Le Sommet d'Auckland fut aussi marqué par l'adoption d'une déclaration qui, sans désigner nommément certains pays, condamne la pratique des essais nucléaires. Tous les participants, à l'exception de la Grande-Bretagne, se sont félicités de cette déclaration.

D'autre part, le Commonwealth s'est élargi, ce trimestre, en acceptant l'adhésion d'un 52<sup>e</sup> membre, le Cameroun. Le Canada a parrainé l'admission de ce nouveau pays<sup>22</sup>.

### 3 – Le Sommet de la Francophonie

Quelques semaines après le Commonwealth, la Francophonie tenait, du 2 au 4 décembre, son sommet à Cotonou, au Bénin. Principalement consacré à la promotion du français sur l'autoroute électronique, le Sommet de Cotonou a également donné lieu à certaines prises de position politiques. Par exemple, si le Commonwealth avait condamné sans réserve le Nigéria pour la pendaison de neuf opposants au régime militaire, la Francophonie a employé des termes moins durs à ce sujet en invitant «les autorités du Nigéria à œuvrer pour le rétablissement de l'État de droit». Ce libellé a quelque peu embarrassé le Premier ministre du Canada qui participait au Sommet. M. Chrétien, qui aurait préféré une condamnation plus sévère, s'est néanmoins dit satisfait de voir la Francophonie devenir une organisation de plus en plus politisée<sup>23</sup>. Dans ce but, le Canada a également appuyé la résolution créant le poste de Secrétaire général de la Francophonie, ce qui dotera l'organisation d'une direction unique et d'un plus grand poids dans les débats internationaux. Le premier Secrétaire général de la Francophonie sera désigné lors du prochain Sommet qui se tiendra en 1997 au Viêt-Nam. Le Canada a également tenté, lors de ce sommet, de renforcer la dimension politique de la Francophonie en faisant progresser la notion de prévention des conflits. À cet égard, il aidera l'Organisation de l'Unité africaine dans la création d'un mécanisme de prévention des conflits et appuiera la tenue de tables rondes sur le Burundi ou sur d'autres pays menacés par l'instabilité politique<sup>24</sup>.

20. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 10 novembre 1995; *Le Devoir*, 11-12 novembre 1995, p. A8, 13 novembre 1995, p. A5; *The Globe and Mail*, 10 novembre 1995, p. A8 et 13 novembre 1995, p. A9.

21. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 235*, 19 décembre 1995.

22. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 191*, 16 octobre 1995.

23. Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 2 décembre 1995; *Le Devoir*, 4 décembre 1995, pp. A1-A8 et 5 décembre 1995, p. A1; *The Globe and Mail*, 2 décembre 1995, p. A13, 4 décembre 1995, p. A9 et 5 décembre 1995, p. A14.

24. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 2 décembre 1995 et *Discours*, 2 décembre 1995.

#### 4 – Rencontres économiques internationales

Le ministre canadien du Commerce international, M. Roy MacLaren, était l'hôte, les 23 et 24 novembre, du directeur général de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) et des ministres de onze partenaires commerciaux membres de l'OMC. Consultative et non décisionnelle, cette réunion a été organisée par le Canada en prévision de la première Conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu à Singapour, en décembre 1996<sup>25</sup>.

Les 20 et 21 octobre, la 27<sup>e</sup> réunion de la Quadrilatérale s'est également penchée sur le bilan des premiers mois de l'OMC. Le Canada, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne ont alors souhaité que l'OMC élargisse son programme de travail et mette de l'avant de nouvelles questions tels le transport maritime, les normes de travail et l'environnement<sup>26</sup>.

### G — Les relations canado-américaines

#### 1 – Les relations politiques

Dans le cadre des consultations régulières canado-américaines, le ministre des Affaires étrangères du Canada se rendait à Washington, le 18 octobre, afin de rencontrer le secrétaire d'État américain, M. Warren Christopher, le secrétaire à la Défense, M. William Perry, et plusieurs membres du Congrès<sup>27</sup>. Les échanges entre MM. Ouellet et Christopher ont principalement porté sur les négociations de paix en ex-Yougoslavie et M. Ouellet a salué le rôle joué par les États-Unis à cet égard. L'étude canadienne sur la capacité de réaction rapide de l'ONU a aussi été discutée, le Canada cherchant dans ce dossier à obtenir l'appui d'un pays membre du Conseil de sécurité. Enfin, cette rencontre a donné lieu, à quelques jours du référendum québécois, à des commentaires sur l'évolution du fédéralisme canadien. Après avoir rappelé qu'il s'agissait d'un débat interne canadien, M. Christopher a cependant souligné qu'une nouvelle entité politique ne devrait pas prendre pour acquis le maintien des liens positifs existant entre les États-Unis et un Canada uni.

#### 2 – Les relations économiques

L'exportation de lait pasteurisé à haute température du Québec vers Porto Rico, interrompue en 1990, pourra reprendre, apprenait-on ce trimestre<sup>28</sup>. L'étude recommandée par le groupe spécial de l'ALE chargé d'examiner ce

---

25. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 217*, 20 novembre 1995 et *Communiqué no 221*, 24 novembre 1995.

26. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 195*, 23 octobre 1995.

27. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 192*, 17 octobre 1995; *Le Devoir*, 19 octobre 1995, p. A7.

28. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 196*, 25 octobre 1995.



différend a conclu que les systèmes de production canadien et américain assurent le même niveau de protection de la santé publique, une condition nécessaire pour la reprise des exportations. Par ailleurs, un autre groupe spécial rendait une décision défavorable aux brasseries canadiennes dans le dossier de la vente de bière en Colombie-Britannique<sup>29</sup>. Le groupe a condamné les droits anti-dumping imposés aux Américains en 1991 afin de contrer l'arrivée massive de bières à prix moindre dans ce marché. Enfin, dans le dossier du bois d'œuvre, les négociateurs des deux pays décidaient en décembre de s'accorder un nouveau délai<sup>30</sup>. Les provinces canadiennes accepteraient de modifier leurs droits de coupe en contrepartie d'un engagement américain à ne pas déclencher une autre enquête sur ce produit, ce qui relancerait ce contentieux commercial.

### 3 – Autres questions

Lors d'un échange de notes diplomatiques, les États-Unis et le Canada s'entendaient pour adopter de nouveaux arrangements aux services de prédédouanement dans les aéroports canadiens<sup>31</sup>. Ainsi, les États-Unis s'engagent à ne fermer aucune installation existante sans l'assentiment du Canada et à accorder un traitement non discriminatoire aux compagnies aériennes. Pour sa part, le Canada consentira des avantages additionnels aux douaniers américains. Par ailleurs, Américains et Canadiens poursuivaient leurs pourparlers visant à harmoniser la gestion de leur frontière commune et un projet d'entente sur les demandeurs de statut de réfugié était déposé en novembre<sup>32</sup>. Ce document garantirait notamment une audience à tous les demandeurs, mais dans un seul des deux pays, et empêcherait de reformuler chez le pays voisin une demande déjà rejetée par l'autre partie.

## H — Le Canada et l'espace européen

### 1 – L'Union européenne

De part et d'autre de l'Atlantique sembla se dessiner ce trimestre un engagement à renforcer les relations transatlantiques et à résoudre par la négociation de vieux litiges commerciaux. En décembre, le Canada et l'Union européenne ont réglé plusieurs différends commerciaux dont la question de la compensation offerte au Canada pour l'élargissement à l'UE de trois nouveaux pays. Ainsi, en guise de compensation, l'UE appliquera d'importantes réductions tarifaires sur les exportations canadiennes de produits agricoles, de poissons, de papier et de motoneiges<sup>33</sup>. L'entente règle aussi la question des

29. *The Globe and Mail*, 16 novembre 1995, p. B4.

30. *The Globe and Mail*, 15 novembre 1995, p. B3, 15 décembre 1995, pp. B1-B2 et 19 décembre 1995, p. B6; *Le Devoir*, 15 novembre 1995, p. B2 et 14 décembre 1995, p. B3.

31. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 237*, 22 décembre 1995.

32. *Le Devoir*, 28 novembre 1995, p. A2; *The Globe and Mail*, 28 novembre 1995, p. A3.

33. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 226*, 5 décembre 1995; *The Globe and Mail*, 6 décembre 1995, p. B4.

droits que le Canada revendiquait pour ses exportations d'orge et prévoit un accès amélioré pour le blé dur canadien, la viande porcine, l'avoine et les graines à canaris. De son côté, le Canada retirera sa demande faite à l'OMC de créer un groupe spécial sur les importations de grains céréaliers par l'UE.

Le différend sur l'importation de fourrure qui mine les relations canado-européennes depuis 1991 semblait lui aussi trouver une solution en novembre<sup>34</sup>. En effet, afin de tenir compte des revendications autochtones, la Commission européenne repoussait d'un an son embargo sur ce produit et considérait la possibilité de tolérer l'importation des fourrures prises par des autochtones même celles provenant d'animaux capturés à l'aide de pièges à mâchoire.

Enfin, le ministre canadien des Pêches évoquait en octobre la possibilité de lever l'interdiction frappant depuis 1987 les bateaux de pêche européens de visiter des ports canadiens<sup>35</sup>. M. Tobin a émis cette idée à l'issue d'une réunion des ministres des Pêches de l'Atlantique Nord dont il était l'hôte à Terre-Neuve.

## 2 – La France

Le Président français et le Premier ministre canadien ont profité de la tenue du Sommet francophone pour procéder à des discussions bilatérales sur des sujets d'intérêts communs. Les résultats du référendum québécois ont été abordés de façon succincte de même que la question des essais nucléaires français dans le Pacifique Sud pour laquelle le Canada a réitéré son opposition. Les deux leaders ont principalement discuté de la succession de la France à la présidence du G7 en remplacement du Canada et M. Chirac s'est engagé à poursuivre la promotion de la réforme des institutions financières internationales entreprise par M. Chrétien<sup>36</sup>.

Par ailleurs, le quotidien *The Globe and Mail* rapportait en novembre que des avions militaires français transportant du matériel militaire destiné aux essais nucléaires dans le Pacifique avaient obtenu l'autorisation de se poser dans un aéroport canadien. Après une enquête de quelques semaines, l'ambassadeur de France à Ottawa confirma qu'aucun des appareils ayant atterri au Canada ne contenait de composante nucléaire ou de matériel militaire dangereux<sup>37</sup>.

## 3 – La Russie

Le président du gouvernement de la Russie, M. Victor Tchernomyrdine, le vice-président, M. Alexandre Zaveryukha, et 35 autres participants, minis-

34. *The Globe and Mail*, 22 décembre 1995, p. B4 et 8 novembre 1995, p. A10.

35. *The Globe and Mail*, 21 octobre 1995, p. A7.

36. *Le Devoir*, 4 décembre 1995, p. A3.

37. *The Globe and Mail*, 10 novembre 1995, pp. A1-A6 et 13 décembre 1995, p. A2C.

tres, hauts fonctionnaires et gens d'affaires russes, étaient de passage au Canada du 4 au 6 octobre afin de fixer les nouvelles priorités d'une coopération économique renforcée<sup>38</sup>. Ils assistaient à la session inaugurale de la Commission économique intergouvernementale Canada-Russie à la faveur de laquelle furent signés des accords et des protocoles d'ententes dans les domaines de la double imposition, du logement, de la culture, de la coproduction de films, de l'industrie pharmaceutique et de l'immigration. D'autres ententes, actuellement en cours de négociation, devraient être parachevées sous peu, telles qu'un accord de coopération aérienne, un traité d'entraide juridique et un accord de coopération douanière.

#### 4 – L'Ukraine

L'Ukraine est devenue, ce trimestre, le 34<sup>e</sup> pays avec lequel le Canada a signé un accord pavant la voie au commerce bilatéral de matériel nucléaire à des fins pacifiques. La vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Mme Sheila Copps, et le chef intérimaire du comité d'État sur l'usage de l'énergie nucléaire en Ukraine, M. N.R. Nigmatullin, ont signé ce document le 20 décembre à Ottawa<sup>39</sup>. Puis, le lendemain, Mme Copps signait, au nom des pays membres du G7, un mémorandum d'entente sur la fermeture de la centrale nucléaire de Tchernobyl<sup>40</sup>. La signature de cet autre document est l'aboutissement de quatre années de discussions au sein du groupe de travail du G7 sur la sécurité nucléaire. En contrepartie de la fermeture de la centrale d'ici à l'an 2000, les pays membres du G7 se sont engagés à verser quelque \$500 millions à l'Ukraine pour qu'elle développe de nouvelles ressources énergétiques et satisfasse ses besoins en énergie.

#### 5 – Le conflit en ex-Yougoslavie

Après avoir retiré ses troupes de Croatie en septembre, le Canada acquiesçait à la demande de l'ONU de ne pas remplacer en novembre le contingent canadien de la FORPRONU en Bosnie au terme de son mandat. En faisant cette annonce, le gouvernement s'engagea, advenant la concrétisation d'un accord de paix, à être fidèle à ses engagements envers l'Europe et à participer à une force multinationale en ex-Yougoslavie<sup>41</sup>. Le ministre des Affaires étrangères réitéra cet engagement lors d'une rencontre avec son homologue américain à Washington<sup>42</sup> tandis que le Premier ministre assurait le Secrétaire général de

38. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 184*, 5 octobre 1995 et *Communiqué no 186*, 6 octobre 1995; Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 octobre 1995.

39. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 236*, 20 décembre 1995.

40. *Le Devoir*, 21 décembre 1995, p. A2; *The Globe and Mail*, 21 décembre 1995, p. A10.

41. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 183*, 5 octobre 1995 et *The Globe and Mail*, 6 octobre 1995, pp. A1-A11. Voir aussi Gouvernement du Canada, *Communiqué no 218*, 21 novembre 1995.

42. *The Globe and Mail*, 19 octobre 1995, pp. A1-A8.

l'ONU du soutien canadien lors du passage de celui-ci à Ottawa<sup>43</sup>. Quelques jours plus tard, M. Chrétien précisa toutefois que l'effort canadien serait limité, le Canada contribuant depuis plus de trois ans à la mission de paix en ex-Yougoslavie<sup>44</sup>.

Les détails entourant la participation canadienne à la force multinationale, issue de l'Accord de Dayton conclu le 21 novembre, ne furent connus qu'en décembre, de sorte que le Canada fut l'un des derniers pays à se joindre à la coalition internationale. Avant d'annoncer la nature de son engagement militaire, le gouvernement tint un débat spécial à la Chambre des communes, le 5 décembre, au cours duquel furent discutés une variété de scénarios prévoyant de 50 à 3000 militaires et coûtant entre 2 et 75 millions de dollars<sup>45</sup>. Le lendemain de ce débat qui fut suivi d'une rencontre du Cabinet, le ministre de la Défense annonça que le Canada fournira 1000 soldats à l'IFOR, la force d'intervention militaire de l'OTAN remplaçant la FORPRONU. Ce chiffre a surpris l'ensemble des analystes canadiens qui notèrent que ce nombre réduit pourrait amoindrir l'influence du Canada au sein de l'OTAN<sup>46</sup>. La majorité de ces soldats iront à Corralici se joindre au quartier général du secteur britannique tandis que les autres veilleront au fonctionnement du centre de logistique de Velika Kladusa et au déminage d'une bande frontalière entre les Serbes et les Musulmans de Bosnie. Le brigadier-général Bruce Jeffries sera à la tête du contingent canadien et commandera une brigade internationale composée de Canadiens, de 850 soldats tchèques et de 1200 soldats d'autres pays. Ottawa versera \$20 millions pour les dépenses collectives de l'OTAN et \$29 millions pour les coûts associés à l'opération canadienne.

Sur le plan humanitaire, le ministre des Affaires étrangères participait, les 8 et 9 décembre, à la Conférence de mise en œuvre du plan de paix en Bosnie<sup>47</sup>. Le Canada s'engagea à collaborer à plusieurs aspects de la reconstruction de la Bosnie notamment en offrant une assistance technique pour les élections et la formation d'une police civile. Il examinera aussi la possibilité de remettre une partie de la dette dans le cadre du Club de Paris et offrira à l'ONU son expertise dans la mise en place d'un groupe de travail sur le maintien de l'ordre proposé dans l'entente de Dayton. De Londres, M. Ouellet se rendit à Paris, d'où il annonça l'établissement de relations diplomatiques formelles avec la Bosnie-Herzégovine<sup>48</sup>. Ainsi, le Canada devrait ouvrir à Sarajevo, au début de 1996, une ambassade dont le rôle principal sera d'apporter un

---

43. *Le Devoir*, 24 novembre 1995, p. A5; *Ottawa Sun*, 24 novembre 1995, p. 30.

44. Voir *The Globe and Mail*, 5 décembre 1995, pp. A1-A6.

45. *Le Devoir*, 7 décembre 1995, p. A5; *The Globe and Mail*, 7 décembre 1995, pp. A1-A6; voir aussi *The Globe and Mail*, 5 janvier 1996, p. A17 et *Le Devoir*, 8 janvier 1996, p. A2.

46. *The Globe and Mail*, 8 décembre 1995, p. A8; *Le Devoir*, 4 décembre 1995, p. A2.

47. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 227*, 6 décembre 1995 et *Déclaration no 97/71*, 9 décembre 1995. Voir aussi *The Globe and Mail*, 6 décembre 1995, p. A3.

48. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 232*, 14 décembre 1995.

soutien au processus de paix. À Paris, M. Ouellet n'a toutefois pu assister à la signature officielle de l'Accord de Dayton en raison de son horaire chargé<sup>49</sup>.

## I — Le Canada, l'Amérique latine et les Antilles

### 1 – Les pays d'Amérique centrale

Au début d'octobre, le gouvernement canadien a exprimé son inquiétude à l'ambassadeur du Guatemala au sujet du massacre d'anciens réfugiés perpétré par des soldats guatémaltèques dans la municipalité de Chisec<sup>50</sup>. Il a réclamé du gouvernement guatémaltèque un plus grand contrôle de son armée en matière de respect des droits de la personne. D'autre part, en Haïti, la date du 15 octobre marquait le premier anniversaire du retour du président Aristide, après plus de trois ans d'exil. Le ministre des Affaires étrangères dépêcha son secrétaire parlementaire, M. Jesse Flis, aux cérémonies soulignant cet événement<sup>51</sup>. De plus, une trentaine de Canadiens ont participé à la mission d'observation électorale menée par l'OEA pour les élections présidentielles du 17 décembre en Haïti. Le Canada félicita le 28 décembre le nouveau président d'Haïti, M. René Préval<sup>52</sup>. Enfin, les dirigeants d'El Salvador, du Costa Rica, du Belize, du Guatemala et du Honduras, devaient se rendre au Canada, les 26 et 27 octobre, pour y rencontrer le Premier ministre. Cette visite, prévue depuis le passage de M. Chrétien dans cette région en janvier dernier, n'a toutefois pu avoir lieu en raison de modifications apportées à l'horaire du dirigeant canadien<sup>53</sup>. Elle sera planifiée de nouveau dans les premiers mois de 1996.

### 2 – Le Groupe de Rio

Le Groupe de Rio, la plus haute instance de consultation politique en Amérique latine, répondait favorablement en décembre à la proposition du Canada de créer un mécanisme de consultation officielle. Dorénavant, des consultations ministérielles auront lieu chaque année en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies tandis que des hauts fonctionnaires de chaque pays effectueront périodiquement le suivi des dossiers. Ce rapprochement avec le Groupe de Rio est perçu au Canada comme l'officialisation de nombreuses années de discussions informelles<sup>54</sup>.

49. *Le Devoir*, 15 décembre 1995, p. A6.

50. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 187*, 6 octobre 1995.

51. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 189*, 13 octobre 1995.

52. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 239*, 28 décembre 1995.

53. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 23 octobre 1995 et 24 octobre 1995.

54. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 233*, 15 décembre 1995.

## J — Le Canada, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

### 1 — Israël et le processus de paix au Moyen-Orient

L'assassinat du Premier ministre d'Israël, M. Yitzhak Rabin, le 4 novembre, secoua la communauté internationale. Au Canada, le Cabinet du Premier ministre et le ministère des Affaires étrangères émettaient des communiqués condamnant cet acte de terrorisme « lâchement commis à l'endroit d'un dirigeant qui a assumé des risques et lutté avec courage pour la paix au Moyen-Orient<sup>55</sup> ». Le ministre Ouellet signa le livre des condoléances à l'ambassade d'Israël tandis que M. Chrétien se rendit en Israël assister au service funéraire de M. Rabin.

Ce tragique événement n'affecta pas les activités des groupes de travail multilatéraux qui ont poursuivi leurs efforts de réconciliation. En plus d'être membre de quatre groupes, le Canada présida du 12 au 14 décembre la séance plénière du Groupe de travail sur les réfugiés<sup>56</sup>. Ottawa fournit alors les détails de trois projets financés par l'ACDI : l'amélioration des conditions de vie des réfugiés au Liban, la rénovation de l'aile d'un hôpital libanais traitant les réfugiés et une augmentation de son aide financière à la Croix-Rouge internationale.

### 2 — Le ministre des Affaires étrangères au Moyen-Orient

À la tête d'une délégation d'une vingtaine de compagnies désireuses d'établir des relations d'affaires dans la région, le ministre Ouellet participait, du 29 au 31 octobre, à Amman en Jordanie, au 2<sup>e</sup> Sommet annuel du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord<sup>57</sup>. Lors de ce Sommet, le Canada donna notamment son aval à la proposition israélienne de créer une banque régionale de développement dont le siège sera établi au Caire.

M. Ouellet s'est ensuite rendu en visite officielle en Syrie et en Égypte. Durant ce séjour, il déclara que son gouvernement participerait à une force de maintien de la paix appelée à superviser un accord de paix entre Israël et la Syrie. Le Canada désire également instaurer un véritable partenariat économique avec l'Égypte et M. Ouellet discuta de cette question avec le Président égyptien, M. Hosni Moubarak. Du Caire, le ministre a également condamné le vote du Congrès américain concernant le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem. Il a qualifié une telle décision « d'inappropriée » en soulignant que le statut de Jérusalem est une question qui devrait être réglée dans le cadre de négociations entre Israéliens et Palestiniens.

55. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 4 novembre 1995; Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 206*, 6 novembre 1995.

56. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 230*, 12 décembre 1995.

57. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 197*, 27 octobre 1995; voir aussi *APS Diplomat Recorder*, November 4 1995, no 18, vol. 43.

### 3 – La Turquie

Afin de renforcer les liens commerciaux bilatéraux, une importante délégation commerciale turque visitait le Canada du 1<sup>er</sup> au 3 novembre<sup>58</sup>. On a alors annoncé qu'une convention sur la double imposition sera conclue sous peu et le Canada a soumis une proposition en vue d'instituer un mécanisme régulier de consultation politique et économique. Il fut également convenu d'appuyer les secteurs privés des deux pays en vue de la création d'un conseil d'entreprises Canada-Turquie.

### K — Le Canada et l'Afrique (Sud du Sahara)

On apprenait ce trimestre que le Canada siègera dorénavant au Conseil d'administration de la Coalition mondiale pour l'Afrique, un organisme créé en 1990 qui rassemble régulièrement, mais de manière informelle, des dirigeants africains et leurs principaux partenaires étrangers<sup>59</sup>. Le Canada entend profiter de cette participation pour développer les principaux thèmes de sa politique étrangère en Afrique, c'est-à-dire le bon gouvernement, la démocratisation, les réformes économiques et la réduction de la pauvreté.

#### 1 – Le ministre des Affaires étrangères en Afrique occidentale

Ces thèmes figuraient d'ailleurs au premier plan de la tournée effectuée en Afrique par le ministre canadien des Affaires étrangères à la fin de novembre. M. Ouellet s'est notamment rendu au Mali, en Côte-d'Ivoire, au Ghana, au Cameroun et au Bénin où se tenait le Sommet francophone<sup>60</sup>. Au cours de brèves visites de travail, il a discuté de coopération bilatérale et visité des projets appuyés par l'ACDI dans ces pays. Cette tournée lui a aussi permis d'évaluer les efforts de démocratisation entrepris par ces États et leur volonté de favoriser les échanges commerciaux. Enfin, au Ghana, le ministre a eu un tête-à-tête avec le Secrétaire général des Nations Unies, lui aussi en visite dans ce pays. Les deux hommes ont échangé leur point de vue sur la situation économique de l'Afrique de l'Ouest.

#### 2 – L'Afrique du Sud

C'est avec l'objectif d'intensifier les courants commerciaux et de stabiliser le climat d'investissement que le ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie, M. Trevor Manuel, se rendait à Toronto, le 27 novembre, après avoir assisté à Vancouver à une réunion informelle de ministres de l'OMC<sup>61</sup>. À

58. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 201*, 1<sup>er</sup> novembre 1995.

59. ACDI, *Communiqué no 95-31*, 28 novembre 1995.

60. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 220*, 24 novembre 1995.

61. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 219*, 23 novembre 1995.

cette occasion, M. Manuel et son homologue canadien, M. MacLaren, ont signé un nouvel Accord de double imposition et un Accord sur la protection des investissements étrangers.

### 3 – Le Nigéria

L'exécution de neuf activistes ogonis par les autorités militaires nigérianes qui assombrît le Sommet du Commonwealth (cf. section F-2) fut vivement condamnée par le gouvernement canadien. Après des appels à la clémence restés lettre morte, le Canada, à l'instar d'une vingtaine de pays, rappela son ambassadeur pour consultation. La possibilité d'imposer un embargo pétrolier fut alors examinée, une mesure qui se serait ajoutée à l'actuel embargo sur les ventes d'armes et au refus de délivrer des visas aux militaires. Jugeant nécessaire le maintien de contacts directs avec les opposants au régime, le gouvernement décida quelques semaines plus tard d'autoriser le retour de son représentant diplomatique au Nigéria<sup>62</sup>.

### 4 – La Tanzanie

Le 29 octobre, trois Canadiens participèrent à titre d'observateurs aux premières élections présidentielles et parlementaires tanzaniennes<sup>63</sup>. Pour superviser cette première expérience de pluripartisme, le gouvernement tanzanien avait invité plusieurs pays à dépêcher des observateurs internationaux. Ce nombre n'inclut pas les autres Canadiens qui participèrent aux missions d'observation organisées par le Commonwealth ou des organisations non gouvernementales.

## L — Le Canada, l'Asie et l'Océanie

### 1 – L'APEC

Les leaders des 18 pays membres de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) et leurs principaux ministres se réunissaient à Osaka, au Japon, du 16 au 19 novembre pour le 3<sup>e</sup> Sommet de cette organisation. Les balises pour une éventuelle zone de libre-échange ayant été établies l'an dernier à Bogor, le sommet de cette année s'était fixé pour principale tâche l'adoption d'un calendrier d'action. Les représentants canadiens ont été parmi les participants les plus favorables à une mise en place rapide de ce marché et ont démontré leurs engagements en annonçant la réduction accélérée de quelque 5 000 barrières tarifaires. Il s'agit d'une réduction des taux NPF

---

62. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* no 203, 2 novembre 1995, *Communiqué* no 211, 8 novembre 1995 et *Communiqué* no 212, 10 novembre 1995; *The Globe and Mail*, 13 décembre 1995, p. A4.

63. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué* no 198, 27 octobre 1995.



(nation la plus favorisée) applicables à 1 500 positions tarifaires, de la réduction des taux TPG (tarif de préférence général) appliqués à 3 016 lignes tarifaires et de l'octroi du traitement TPG à 219 nouvelles lignes tarifaires. Le Canada a toutefois choisi de ne pas discuter du Pacte de l'automobile et des industries culturelles dans le cadre de l'APEC<sup>64</sup>.

À l'issue du Sommet, le premier ministre Chrétien a déclaré que les entreprises canadiennes devraient tirer des bénéfices concrets des mesures annoncées à Osaka même si celles-ci ne possèdent pas de caractère contraignant et sont dépourvues de contrôles légaux. Le document final présente neuf principes de libéralisation et une centaine de mesures qui seraient appliquées d'ici au prochain sommet, aux Philippines. Quant à la rencontre de 1997, c'est en Colombie-Britannique qu'elle aura lieu<sup>65</sup>.

## 2 – Visites ministérielles en Asie

Les quatre ministres canadiens participant au Sommet de l'APEC ont profité de leur passage en Asie pour se déplacer dans des pays voisins. Le Premier ministre canadien, qui a visité la région du 3 au 19 novembre, s'est aussi rendu en Australie et en Nouvelle-Zélande<sup>66</sup>. L'étape de la Nouvelle-Zélande, consacrée au Sommet du Commonwealth, aura donné lieu à des échanges bilatéraux avec plusieurs dirigeants de la région. Quant au passage de M. Chrétien en Australie, il fut marqué par la signature d'une entente de coopération commerciale et économique prévoyant une collaboration accrue entre les gens d'affaires des deux pays. Une réunion annuelle ministérielle du Groupe consultatif sur la coopération commerciale sera également instituée<sup>67</sup>. C'est le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, qui signa cet accord avant de participer au Sommet de l'APEC.

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, s'est également rendu au Japon et a eu nombre d'entretiens avec ses homologues de l'APEC. Avant de s'arrêter au Japon, M. Ouellet avait fait escale au Viêt-Nam où il a été reçu par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères du pays. Leurs discussions ont porté sur l'approfondissement des relations politiques et commerciales ainsi que sur l'élargissement de la coopération en matière de développement. M. Ouellet a aussi inauguré, le 14 novembre, le nouveau consulat général du Canada à Hô Chi Minh-Ville<sup>68</sup>.

64. *Le Devoir*, 16 novembre 1995, p. B2, 17 novembre 1995, p. A8 et 18-19 novembre 1995, p. C3; *The Globe and Mail*, 17 novembre 1995, p. B8 et 18 novembre 1995, p. B3; *Le Soleil*, 20 novembre 1995, p. C1.

65. Gouvernement du Canada, *Communiqué no 216*, 19 novembre 1995.

66. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 11 octobre 1995.

67. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 214*, 15 novembre 1995.

68. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 209*, 8 novembre 1995.

Le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, fit coïncider sa participation à l'APEC avec des entretiens avec le ministre japonais de la Construction, M. Yoshiro Mori, ainsi qu'avec des cadres supérieurs d'entreprises afin d'étudier les moyens d'accroître la part des exportateurs canadiens dans les produits de la construction<sup>69</sup>. Le Canada, qui vend chaque année pour quelque \$3 milliards de matériaux de construction au Japon, espère assouplir les obstacles techniques concernant l'exportation de ces produits et bénéficier de la popularité croissante des revêtements et des styles de construction nord-américains. M. MacLaren profita aussi de son passage en Asie pour piloter, du 8 au 15 novembre, deux missions commerciales, l'une aux Philippines, l'autre en Indonésie<sup>70</sup>. La première résulta en la signature d'ententes commerciales dépassant les \$200 millions et permit la ratification d'un accord sur la protection des investissements étrangers<sup>71</sup>. La seconde mission a fourni l'opportunité de négocier plusieurs ententes et lignes de crédit et de poursuivre les discussions dans plusieurs secteurs dont les services aériens, l'inspection des produits de la pêche, la géomatique et la coopération technique nucléaire. Il s'agissait de la 3<sup>e</sup> visite de M. MacLaren en Indonésie; il se prépare à y retourner en janvier 1996 dans le cadre d'une mission commerciale pilotée par le Premier ministre canadien.

### 3 – La Chine

M. Li Peng, le Premier ministre chinois, était en visite officielle au Canada du 12 au 14 octobre<sup>72</sup>. Cette visite, soulignant le 25<sup>e</sup> anniversaire des relations sino-canadiennes, s'inscrivait également dans la foulée de la consolidation des acquis de la mission effectuée en novembre dernier par Équipe Canada en Chine. À Ottawa, M. Li s'est entretenu avec son homologue de questions économiques et commerciales telles que l'APEC et l'adhésion de la Chine à l'OMC. Leur rencontre fut aussi marquée par la signature de quatre nouveaux accords Canada-Chine<sup>73</sup>. Il s'agit d'un mémorandum d'entente sur la coopération dans le domaine du développement des ressources humaines, d'un autre sur la coopération dans le domaine de la santé et de deux ententes sur les ventes de technologie nucléaire. La première se veut un état des progrès accomplis dans les négociations entourant la vente de réacteurs CANDU à la Chine, la seconde permettra d'entamer la dernière phase des négociations sur la vente de deux centrales CANDU de 700 mégawatts.

---

69. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 95/67*, 10 novembre 1995 et *Déclaration no 95/68*, 14 novembre 1995.

70. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 213*, 14 novembre 1995.

71. Voir Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 204*, 3 novembre 1995.

72. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 3 octobre 1995 et 10 octobre 1995; *The Globe and Mail*, 12 octobre 1995, pp. B1-B6, 13 octobre 1995, pp. A1-A7 et 14 octobre 1995, p. A4.

73. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 octobre 1995.

M. Li et sa délégation se sont ensuite rendus à Montréal où ils participèrent à l'Assemblée générale annuelle du Conseil d'affaires Canada-Chine. Les chefs de gouvernements provinciaux du Canada étaient également conviés à cette rencontre et, comme cela fut le cas en novembre dernier, le Premier ministre du Québec déclina l'invitation du gouvernement fédéral de participer à Équipe Canada. Cette assemblée donna lieu à la signature de dix ententes commerciales totalisant \$1 milliard dont plus de la moitié sont des contrats d'exportation dans les secteurs des télécommunications, de l'environnement, de l'énergie et de l'agriculture<sup>74</sup>. De plus, la Société pour l'expansion des exportations annonça le renouvellement de lignes de crédit d'une valeur de \$125 millions us.

Lors de son discours devant le Conseil commercial, le ministre canadien des Affaires étrangères a rappelé que la politique canadienne à l'égard de la Chine repose sur un dialogue et une collaboration susceptibles de favoriser le changement. M. Ouellet a souligné que, si des progrès restaient à accomplir dans les domaines des droits humains et la cessation des essais nucléaires, la participation récente de la Chine aux conférences multilatérales sur ces sujets laisse entrevoir des signes encourageants<sup>75</sup>. Soulignons que quelques manifestations de protestation ont ponctué la visite de M. Li en sol canadien<sup>76</sup>.

Par ailleurs, le gouvernement chinois imposa en décembre un nouvel emprisonnement pour M. Wei Jingsheng, un dissident bien connu qui avait été mis en nomination pour le Prix Nobel de la Paix en 1995. En compagnie de nombreux autres pays, le Canada exigea sans succès la libération immédiate de M. Wei<sup>77</sup>.

#### 4 – La Corée du Sud

Le premier ministre Chrétien a accueilli le Président sud-coréen, M. Kim Young Sam, du 16 au 21 octobre. Cinq nouvelles ententes, témoignant du partenariat spécial lancé en 1993 entre les deux pays, ont été signées à ce moment, de même qu'une douzaine d'ententes entre des sociétés canadiennes et sud-coréennes. Les accords bilatéraux concernent les vacances de travail pour les jeunes, l'agriculture, la sécurité sociale, le patrimoine et la coopération industrielle et technologique. MM Chrétien et Kim se sont également engagés à appuyer la création du Forum Canada-Corée dans le cadre duquel des personnalités du milieu universitaire, du monde des affaires et du secteur public étudieront d'autres avenues de coopération. Par exemple, le Canada et la Corée du Sud espèrent conclure, d'ici un an, des négociations concernant les procédures d'homologation du matériel de télécommunications<sup>78</sup>.

74. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 14 octobre 1995.

75. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Déclaration no 95/59*, 13 octobre 1995; voir aussi *ibid*, *Déclaration no 95/60*, 14 octobre 1995 et Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 13 octobre 1995.

76. *The Globe and Mail*, 16 octobre 1995, pp. A1-A7.

77. *The Globe and Mail*, 14 décembre 1995, pp. A1-A10.

78. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 16 octobre 1995 et 20 octobre 1995; Gouvernement du Canada, *Communiqué no 194*, 20 octobre 1995.

## M — Chronologie thématique\*

*Un Secrétariat des Nations Unies à Montréal*

13 novembre :

La ville de Montréal est choisie pour être l'hôte du Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. La ville canadienne a été choisie au troisième tour de scrutin parmi les autres villes candidates : Genève, Madrid et Nairobi. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 13 novembre 1995 ; *The Globe and Mail*, 11 novembre 1995, p. A3 et 14 novembre 1995, p. A9 ; *Le Devoir*, 14 novembre 1995, p. A3).

*Réunion ministérielle du P-8 sur le terrorisme*

12 décembre :

Tel que convenu lors du dernier Sommet du G7, les délégations des pays du P-8 se réunissent à Ottawa pour intensifier leur coopération dans la lutte antiterroriste. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 229*, 7 décembre 1995 et *Déclaration no 95/74*, 12 décembre 1995).

*Représentations diplomatiques ou autres :*

6 octobre : M. Ferry de Kerckhove est nommé négociateur en chef associé des Accords aériens au Canada. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 185*, 6 octobre 1995).

16 décembre : Le Major-général Guy Toussignant termine son mandat à la tête de la mission de l'ONU au Rwanda (*Ottawa Citizen*, 16 décembre 1995, p. A7).

22 décembre : L'ONU confirme la nomination du diplomate canadien Marc Faguy au poste de représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi. (*Le Devoir*, 23-24 décembre 1995, p. A4).

*Accueil de dignitaires étrangers et visites à l'étranger*

4 octobre : Le Prince Saud Al-Faisal, le ministre des Affaires étrangères de l'Arabie saoudite, effectue une visite officielle au Canada pour discuter de relations bilatérales et de questions internationales. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 182*, 4 octobre 1995)

6 novembre : Le ministre de l'Industrie, M. John Manley, est de passage au Mexique où il rencontre le président Zedillo avant d'inaugurer une exposition consacrée à la technologie canadienne. (*Le Devoir*, 7 novembre 1995)

---

\* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

8 novembre : Le ministre des Affaires étrangères du Canada s'entretient à Ottawa avec son homologue suisse, M. Flavio Cotti, dont le pays assume la présidence de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe). (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 205*, 6 novembre 1995)

14 au 16 novembre : Une réunion d'experts de l'OEA (Organisation des États américains) sur l'environnement se tient à Ottawa et le Secrétaire général de cette organisation, M. César Gaviria Trujillo, y participe. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 210*, 8 novembre 1995).

26 au 29 novembre : Le ministre de la Coopération économique étrangère de la Pologne, M. Jacek Buchacz, rencontre des responsables de la politique commerciale canadienne afin de resserrer les liens économiques avec le Canada. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 222*, 27 novembre 1995)

#### *Ententes et traités internationaux*

5 octobre : Le ministre de l'Immigration, M. Sergio Marchi, signe un protocole d'entente visant à aider la Russie à renforcer sa politique concernant l'immigration et les réfugiés. (Citoyenneté et Immigration, *Communiqué no 95-18*, 5 octobre 1995)

12 octobre : Dans le cadre de leur programme bilatéral de coopération en matière d'environnement, les gouvernements canadien et mexicain décident des priorités d'action pour 1996. Les échanges technologiques, le partage du savoir-faire et la création d'un réseau international de réserves pour le papillon monarque figurent au nombre des projets privilégiés. (Environnement Canada, *Communiqué*, 12 octobre 1995 ; *The Globe and Mail*, 18 octobre 1995, pp. A1-A5)

27 octobre : L'Italie et le Canada échangent les instruments de ratification d'un Traité d'entraide juridique pour les affaires pénales. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 199*, 27 octobre 1995)

30 octobre : Le Canada, le Mexique et les États-Unis paraphent un protocole d'entente sur les programmes et les réserves de la biosphère. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 223*, 27 novembre 1995)

5 décembre : Le ministre canadien des Pêches et des Océans, M. Brian Tobin, signe, à New York, l'Entente des Nations Unies sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrants. Trente pays devront ratifier cette entente avant que celle-ci ne devienne effective. (Pêches et Océans Canada, *Communiqué no C-AC-95-136F*, 4 décembre 1995.

7 décembre : On apprend que le Canada et la Hongrie ont signé un traité d'entraide juridique en matière pénale. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué no 228*, 7 décembre 1995)